



**ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY**

Secretariat
P. O. Box 3243

منظمة الوحدة الأفريقية
السكرتارية
ص. ب. ٣٢٤٣

**ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAIN**

Secretariat
B. P. 3243

Addis Ababa .*. ادیس ابابا

CM/Projet/Res.Plen.I/Rev.1

1975

PROJET DE RESOLUTION

RELATIVE A L'ADMISSION DE NOUVEAUX ETATS MEMBRES

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine réuni en sa 25^{ème} Session Ordinaire à Kampala, Ouganda du 18 au 25 juillet 1975,

Notant les demandes d'admission régulièrement introduites en qualité d'Etats Membres de l'OUA par la République Populaire du Mozambique, la République des Iles du Cap-Vert, la République des Iles des Comores, les Iles de Sao-Tomé et Principe, conformément à l'article 4 ;

Rendant hommage aux peuples de ces Etats pour les sacrifices consentis et pour les efforts déployés en vue de l'aboutissement de leur lutte de libération nationale,

Considérant l'engagement pris par les Etats de la République Populaire du Mozambique, de la République des Iles du Cap-Vert, de la République des Iles Comores et de Sao-Tomé et Principe de respecter et d'oeuvrer pour la réalisation des objectifs inscrits dans la Charte de l'OUA,

Après avoir entendu les propositions des Chefs de Délégation de l'Ile Maurice, de la Sierra Leone, du Burundi et du Royaume du Maroc,

1. DECIDE à l'unanimité et par acclamation d'admettre comme Etats Membres de l'OUA les Etats suivants !

- ... la République Populaire du MOZAMBIQUE
- la République du CAP-VERT
- la République des COMORES
- la République de SAO-TOME ET PRINCIPE

2. PRESENTE ses sincères félicitations aux nouveaux Etats Membres pour les victoires remportées et pour leur accession à l'indépendance nationale.

PROJET DE RESOLUTION
SUR LES PROBLEMES FRONTALIERS EN AFRIQUE :

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, réuni à Kampala du 18 au 25 juillet 1975, pour sa 25ème Session,

Constatant que les problèmes frontaliers constituent une source grave de désaccords entre Etats Africains ;

Considérant la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, et notamment son Article 3 paragraphe 4 ;

Considérant la Résolution AHG/Res.16 (I), adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, lors de sa première Session tenue au Caire du 17 au 21 juillet 1961, et relative aux litiges entre Etats Africains au sujet des frontières ;

Constatant de la nécessité pour les Etats Africains de prévenir ces différends frontaliers, plutôt que d'attendre qu'ils éclatent pour y remédier ;

Reconnaissant qu'il est primordial pour les Etats Africains de matérialiser définitivement leurs frontières dans un esprit de dialogue et de fraternité ;

INVITE les Etats Africains à respecter les principes solennellement affirmés dans l'Article III de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine et, en particulier, dans le paragraphe IV dudit Article, à propos du règlement des conflits par la négociation, la médiation, la conciliation et l'arbitrage ;

REAFFIRME la Résolution AHG/Res.16(I) qui a été adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en juillet 1964 au Caire ;

DONNE mandat au Secrétaire Général Administratif de l'OUA de créer dans les meilleurs délais une Commission d'Experts qui sera chargée de rassembler, en collaboration avec les Etats Africains, tous les

PROJET DE RESOLUTION

LES PROBLEMES FRONTIERS EN AFRIQUE

La Commission des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, réuni à Kampala du 18 au 22 juillet 1964, pour sa 25ème Session,

Considérant que les problèmes frontaliers constituent une source majeure de désaccord entre Etats africains ;

Considérant la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, et notamment son Article 3 paragraphes 1 et 2 ;

Considérant la Résolution AUC/Res.16 (I), adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, lors de sa première Session tenue au Caire du 17 au 21 juillet 1964, et relative aux litiges entre Etats africains au sujet des frontières ;

Constatant de la nécessité pour les Etats africains de prévenir ces différends frontaliers, plutôt que d'attendre qu'ils éclatent pour y remédier ;

Reconnaissant qu'il est primordial pour les Etats africains de maintenir définitivement leurs frontières dans un esprit de dialogue et de coopération ;

Invitant les Etats africains à respecter les principes soigneusement énoncés dans l'Article III de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine et, en particulier, dans le paragraphe IV dudit Article, à propos du règlement des conflits par la négociation, la médiation, la conciliation et l'arbitrage ;

Approuvant la Résolution AUC/Res.16(I) qui a été adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement en juillet 1964 au Caire ;

Donne mandat au Secrétaire Général Administratif de l'OUA de créer dans les meilleurs délais une Commission d'Experts qui sera chargée de rassembler, en collaboration avec les Etats africains, tous les

éléments concernant les frontières et de faire au Conseil des Ministres des rapports qui devront être assortis de propositions de matérialisation partout où la nécessité se fera sentir ;

INVITE les Etats Africains, à donner leur entière collaboration à la Commission d'Experts pour l'exécution de sa tâche ;

PRIE les Etats concernés de se soumettre aux recommandations du Conseil des Ministres concernant la matérialisation de leurs frontières.

PROJET DE RESOLUTION

RELATIF A L'ASSISTANCE AUX ETATS NOUVELLEMENT INDEPENDANTS

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine réuni en sa 25ème Session Ordinaire à Kampala, Ouganda, du 18 au 25 juillet 1975 ,

Saluant avec une profonde satisfaction l'accession à l'indépendance du Mozambique, des Iles du Cap-Vert, des Iles Comores et des Iles de Sao-Tomé et Principe,

Notant que c'est grâce aux sacrifices matériels et humains considérables que les peuples de ces territoires ont accédé à leur souveraineté nationale ;

Considérant que c'est la lutte courageuse et victorieuse des peuples de ces territoires qui a permis leur avènement à la souveraineté internationale,

Conscient des difficultés inhérentes au processus de la reconstruction nationale auxquelles ces nouveaux Etats font face ,

Désireux de tout mettre en oeuvre pour consolider et renforcer l'indépendance de ces Etats.

1. DECIDE de créer un fonds spécial d'assistance aux Etats nouvellement indépendants.

2. DECIDE EN OUTRE que ce fonds sera alimenté par des contributions volontaires des :

- Etats membres de l'OUA
- Organisations gouvernementales et non-gouvernementales non africaines amies
- divers fonds arabes de coopération et de développement
- pays amis des peuples d'Afrique.

3. LANCE un pressant appel à tous les Etats membres de l'OUA pour qu'ils apportent leurs contributions à ce fonds dans les meilleurs délais.

4. DEMANDE au Secrétaire Général administratif; en consultation avec le Comité Consultatif pour les questions budgétaires et financières, de prendre les mesures appropriées pour la mise en place du fonds et d'assurer le fonctionnement rapide de ce fonds ainsi que pour la coordination des aides.

5. DECIDE que ce fonds servira également à tout Etat africain qui accède à l'indépendance et en formulera la demande.

PROJET DE RESOLUTION RELATIF A LA REPUBLIQUE DES COMORES

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, réuni en sa 25ème Session à Kampala, Ouganda, du 18 au 25 Juillet 1975,

Notant l'admission à l'unanimité de la République des Comores en tant qu'Etat membre de l'OUA, en date du 18 Juillet 1975,

Ayant pris connaissance du message de S. Exc. Monsieur le Président Ahmed Abdallah, informant le Conseil des Ministres de l'intervention des forces militaires françaises et du blocus de l'Ile de Mayotte, partie intégrante de la République des Comores,

Gravement préoccupé par le danger que constituent les mesures prises dans la province comorienne de Mayotte par le gouvernement français pour l'unité nationale, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la République des Comores,

Rappelant que l'ensemble du peuple de la République des Comores, par le référendum du 22 Décembre 1974 a exprimé, à une écrasante majorité, sa volonté d'accéder à l'indépendance,

1. Condamne les manoeuvres et actions entreprises par le gouvernement français pour attenter à l'unité nationale, à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la République des Comores.

2. Invite instamment le gouvernement français à retirer et à respecter ses engagements dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales dans cette région du Monde, et notamment à retirer ses troupes de l'Ile de Mayotte, et

3. Donne mandat au Président du Conseil, assisté du Secrétaire Général Administratif de l'OUA à convoquer l'Ambassadeur de France à Kampala pour lui signifier la désapprobation et la protestation de l'OUA au sujet de la menace que la France fait peser sur l'Ile de Mayotte.

4. Demande aux Gouvernements des Etats membres d'entreprendre des interventions individuelles auprès des Ambassadeurs français accrédités dans leur pays et auprès de leurs propres Ambassadeurs accrédités à Paris.

PROJET DE RESOLUTION RELATIF A LA SEPARATION DES COMORES

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine
réuni en sa 23ème Session à Kampala, Ouganda, du 18 au 22 juillet
1972

Notant l'adhésion à l'unanimité de la République des Comores
à l'Organisation de l'Unité Africaine en date du 13 juillet 1972
et les efforts déployés par le Gouvernement

Ayant pris connaissance du message de S. E. le Président
de la République des Comores, informant le Conseil des Ministres de l'adhésion
de la République des Comores à l'Organisation de l'Unité Africaine
et de la décision prise par le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine
d'accepter l'adhésion de la République des Comores

Considérant que le message du Président de la République des Comores
contient des informations sur la situation politique, économique et sociale
de la République des Comores et sur les efforts déployés par le Gouvernement
pour promouvoir l'unité nationale, l'indépendance territoriale et l'intégrité
du territoire de la République des Comores

Considérant que le message du Président de la République des Comores
contient des informations sur la situation politique, économique et sociale
de la République des Comores et sur les efforts déployés par le Gouvernement
pour promouvoir l'unité nationale, l'indépendance territoriale et l'intégrité
du territoire de la République des Comores

1. Constatant les menaces de sécession et d'indépendance
de la République des Comores et les efforts déployés par le Gouvernement
pour promouvoir l'unité nationale, l'indépendance territoriale et l'intégrité
du territoire de la République des Comores

2. Invitant le Gouvernement français à retirer et à
suspendre ses engagements dans l'intérêt de la paix et de la sécurité
internationale et de la région du monde, et notamment à retirer
ses troupes de la République des Comores

3. Demandant au Président du Conseil, assisté du Secrétaire
Général, d'inviter le Gouvernement français à convoquer l'Ambassadeur de France
à Kampala pour lui signifier la désapprobation et la protestation
de l'Organisation de l'Unité Africaine contre la menace faite passer sur elle

4. Demandant aux Gouvernements des Etats membres d'entreprendre
des actions individuelles et collectives pour promouvoir l'unité nationale, l'indépendance territoriale et l'intégrité
du territoire de la République des Comores

5. Exprime son soutien total au Gouvernement de la République des Comores dans ses efforts pour la sauvegarde de son intégrité territoriale.

6. Invite le Secrétaire Général Administratif de l'OUA à informer le Secrétaire Général des Nations Unies de la préoccupation de l'OUA sur la menace qui pèse sur l'Etat Comorien.

7. Invite les Etats membres, sur le plan bilatéral, à prêter l'assistance nécessaire, surtout l'assistance technique, à la jeune République des Comores pour lui permettre de faire face aux difficultés découlant de la situation délibérément créée par la France.

8. Demande au Secrétaire Général Administratif de suivre l'évolution des événements aux Comores et de tenir informé le Président en exercice de l'OUA pour prendre des mesures qu'imposerait toute nouvelle situation jusqu'au règlement final de cette affaire dans l'intérêt du peuple Comorien.

9. Décide l'envoi rapide d'une mission spéciale du Secrétariat Général de l'OUA en République des Comores en vue :

- 1) de s'informer sur place de la situation qui prévaut à Mayotte à la suite de la présence des forces françaises dans cette île,
- 2) d'étudier les mesures urgentes et appropriées qu'il convient de prendre.

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

« Les déclarations de la Commission »

1. REITERE sa condamnation la plus vigoureuse du régime abominable et rétrograde d'Apartheid en Afrique du Sud, et du régime rebelle, raciste et minoritaire de la Rhodésie du Sud.
2. LANCE une fois encore un appel particulièrement pressant à tous les pays épris de paix et de justice pour qu'ils condamnent sans réserve ces régimes, en raison de leurs pratiques indignes, inhumaines et humiliantes d'apartheid et de discrimination raciale et pour qu'ils acceptent de les isoler complètement par l'application stricte des sanctions tant politiques, diplomatiques, économiques, commerciales, militaires, culturelles et autres.
3. DEMANDE avec la plus grande insistance aux puissances occidentales, en particulier les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la République Fédérale d'Allemagne, la Suisse et le Japon de cesser immédiatement leur coopération de toute nature avec les régimes de Prétoria et de Salisbury, en respectant les diverses résolutions des Nations Unies sur les sanctions internationales.
4. INVITE tous les Etats membres à mener une action individuelle et collective auprès des puissances occidentales et du Japon, en vue de les persuader d'arrêter immédiatement l'appui massif qu'elles accordent continuellement aux régimes minoritaires racistes d'Afrique Australe.
5. RECOMMANDE instamment aux Etats membres de prendre des mesures d'une sévérité exemplaire à l'égard des compagnies internationales qui exercent à la fois des activités en Afrique du Sud, en Rhodésie du Sud, et en Afrique indépendante, afin de les amener à faire un choix.
6. CHARGE le Secrétaire général administratif de poursuivre ses contacts avec les gouvernements anti-apartheid ainsi qu'avec tout groupe ou association engagé dans la lutte contre la discrimination raciale où qu'ils se trouvent, en vue de les encourager à mener une action active contre les gouvernements et les compagnies de leur pays qui violent les sanctions contre les régimes racistes et minoritaires d'Afrique Australe.

PROJET DE RESOLUTION
SUR LES SANCTIONS CONTRE LES REGIMES MINORITAIRES BLANCS
D'AFRIQUE AUSTRALE

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, réuni en sa vingt-cinquième session ordinaire à Kampala, Ouganda, du 18 au 25 juillet 1975,

Ayant pris connaissance du Rapport du Secrétaire général administratif sur l'état d'application des sanctions contre les Régimes Minoritaires Blancs d'Afrique Australe;

Déterminé à ne ménager aucun effort pour lutter contre les Régimes Minoritaires Blancs d'Afrique Australe jusqu'à ce qu'ils respectent le droit à l'autodétermination des peuples de cette région;

Tenant compte du fait que la politique pernicieuse rétrograde du Régime Minoritaire Blanc en Afrique du Sud et du régime illégal et raciste en Rhodésie constituent une menace très grave non seulement à l'Afrique mais aussi à la paix et à la sécurité internationales;

Conscient de l'importance et de l'efficacité de l'arme des sanctions lorsqu'elles sont strictement appliquées

Vivement préoccupé par la violation flagrante et répétée des sanctions imposées contre les régimes racistes blancs d'Afrique Australe et par le soutien politique, économique et militaire accordé par certains pays, et en particulier les puissances et compagnies multinationales occidentales aux Régimes d'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud;

Fermement convaincu que les Régimes racistes minoritaires d'Afrique du Sud ne doivent leur survie qu'à l'appui politique, économique et militaire de certains pays et de certaines sociétés multinationales;

PROJET DE RESOLUTION
SUR LES SANCCTIONS CONTRE LES REGIMES
D'APARTHEID

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, réuni en session extraordinaire à Addis-Abeba, le 25 juillet 1963, a adopté la présente résolution.

Le Conseil des Ministres a décidé d'appliquer les sanctions prévues par la présente résolution contre les régimes d'apartheid.

Le Conseil des Ministres a décidé d'appliquer les sanctions prévues par la présente résolution contre les régimes d'apartheid.

Le Conseil des Ministres a décidé d'appliquer les sanctions prévues par la présente résolution contre les régimes d'apartheid.

Le Conseil des Ministres a décidé d'appliquer les sanctions prévues par la présente résolution contre les régimes d'apartheid.

Le Conseil des Ministres a décidé d'appliquer les sanctions prévues par la présente résolution contre les régimes d'apartheid.

PROJET DE DECISION RELATIF AU RAPPORT DU SECRETAIRE
GENERAL ADMINISTRATIF DE L' OUA

Le Conseil des Ministres, réuni en sa 25ème session ordinaire à Kampala du 18 au 25 Juillet 1975 ;

Après avoir entendu l'introduction du Rapport d'activités du Secrétaire Général Administratif de l'Organisation de l'Unité Africaine, couvrant la période de Février à Juin 1975 - CM/653 (Part. I et II) ;

- 1) Félicite le Secrétaire Général Administratif pour la clarté et la lucidité de son rapport complet ;
- 2) Prend acte avec satisfaction du rapport d'activités du Secrétaire Général Administratif contenu dans le Document CM/653 (Part. I et II).

PROJET DE RESOLUTION SUR LA SITUATION EN ANGOLA

Le Conseil des Ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, réuni en sa 25ème Session ordinaire à Kampala, du 18 au 25 juillet 1975 ;

Après avoir entendu les déclarations du Commissaire d'Etat aux Affaires Etrangères et à la Coopération Internationale du Zaïre, du Ministre des Affaires Etrangères de la République Populaire du Congo, des Représentants du MPLA, du FNLA, de l'UNITA et de plusieurs autres délégations sur la situation en Angola ;

Préoccupé par la détérioration constante de la situation en Angola, causée par les affrontements sanglants entre des Mouvements de Libération de ce territoire ;

Exprimant avec vif regret la violation répétée par les Mouvements de Libération, des Accords de Kinshasa, de Mombassa, d'Alvor et Nakuru ;

Conscient de la responsabilité qui incombe à l'OUA de déployer tous les efforts nécessaires pour ramener la paix et l'entente dans les meilleurs délais entre les mouvements de libération en Angola ;

1. LANCE un appel pressant aux mouvements de libération angolais pour qu'ils mettent incessamment fin aux hostilités et s'abstiennent d'avoir recours à la violence pour résoudre leurs différends politiques ;
2. PRIE le Président en Exercice de l'OUA et le Président du pays hôte à bien vouloir inviter les Chefs des 3 Mouvements angolais de libération à venir à Kampala pour s'adresser aux Chefs d'Etat et de Gouvernement.

1975

Projet de resolution sur les problèmes frontaliers en Afrique

OUA

OUA

<https://archives.au.int/handle/123456789/6724>

Downloaded from African Union Common Repository